

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

ÉDITORIAL

Faut-il suivre les bœufs ?

Au moment où j'écris, ce 20 Novembre, personne ne sait encore qui a été élu 43ème Président des États-Unis, il n'est même pas certain que le résultat des élections du 7 Novembre sera connu quand le journal sortira, début décembre ! La plus grande démocratie, la plus "moderne", dit-on, est en proie à un combat d'experts, de juristes et d'avocats, entre deux batailles de lobbies et au coût de millions de dollars. D'ailleurs, si vous voulez les aider, les deux candidats de tête (si on peut dire!) font la quête pour payer leurs avocats.

Drôle de démocratie que celle où l'élection du Président passe par un système de grands électeurs... dont le seul rôle est de voter ensuite comme un seul homme ! Mais, comme le droit au port d'armes, c'est sacré parce qu'écrit dans la Constitution. Il faut pourtant savoir dans quel contexte, même si pour certains historiens¹ ce système a le mérite de privilégier les petits États. Car d'autres² rappellent comment les États esclavagistes du sud ont mis cette condition pour être surreprésentés afin d'éviter que l'ensemble fédéral remette en cause l'esclavage. Ils ont obtenu que les grands électeurs soient désignés proportionnellement au nombre des personnes libres, et qu'on ajoute à chaque maître un nombre de voix proportionnel au nombre de ses esclaves, exclus, bien sûr, du suffrage. A.Hamilton a défendu ce système dans un texte qui reste le credo des républicains américains et dans lequel s'exprime un profond scepticisme à l'égard de la démocratie directe : comme celle-ci est source de troubles et de "convulsions" il faut mettre une distance entre le peuple et ses élus, la mission éphémère des grands électeurs ne leur laissera pas le temps de "prostituer"

leurs votes... N'empêche qu'un candidat, totalement inconnu avant, vient de se faire élire parce qu'il a pu mettre de sa poche les 40 millions de dollars de sa campagne électorale !

Mais que ce soit Bush ou Gore, quelle différence ? Quel que soit l'élu de cette démocratie "moderne", républicains et démocrates sont en nombres si proches qu'une opposition empêchera de voter quoi que ce soit de bien nouveau...

Heureusement que nous n'avons pas de tels conflits en France, par exemple entre Chirac et Jospin !... C'est ce qui a permis de prendre des décisions saines et raisonnées face à la panique de la vache folle !!... Les vaches vont revenir au pré brouter en regardant passer les trains ? Non, cela demanderait trop de main d'œuvre. Alors on va cultiver les plantes nécessaires à leur apporter des protéines ? Non, parce que nous avons signé l'engagement envers les États-Unis de limiter nos productions pour acheter les leurs. Alors ils vont tenir leur propre engagement de ne pas subventionner certaines de leurs importations en Europe ? Non, parce que dans ce sens-là, c'est la loi américaine qui les y autorise.

Alors, on va tous s'entendre en un sommet mondial ? C'est l'objet de la conférence qui se tient à La Haye pour limiter l'échauffement de la planète par effet de serre. On a même trouvé la solution : les pays riches vont acheter aux pauvres des droits à polluer !

Après ça, qui pourrait encore prétendre qu'il est possible d'amender le système capitaliste ?

Marie-Louise Duboin.

1. Tel le directeur de l'Institut des études américaines de l'université de Londres, écrivant dans le *Wall Street Journal* « En défense du collège électoral » le 10 Novembre.

2. Tel D.Lacorne, Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales.

S O M M A I R E

•ACTUALITÉ

1 Faut-il suivre les bœufs ? par M-L Duboin

4 Belles flambées
du pétrole, par A.Prime,
et du gaz, par H.Muller.

• RÉFLEXION

6 Mon argent m'intéresse, par J-C Pichot

•TÉMOIGNAGE

2 Après L'AMI, l'AGCS, par G.Pons

•HUMOUR

8 Mon papa, il a dit..., par R.Liadéfrite

10 J'ai envoyé mon ego, par R.Mercier

•INITIATIVES

12 Un contrat naturel, par D.Benaïm

•TRIBUNE LIBRE

13 Changeons de vocabulaire.
Des propositions et des veaux.

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES,
EN QUATRE PAGES, FIGURAIT DANS LE N°993,
VOIR AUSSI L'ÉDITO DU N°1002.

N° 1005
décembre
2000

Ayant répondu à une invitation conjointe d'ATTAC et du CCC-OMC¹ du Gard pour participer à un séminaire sur l'AGCS², notre ami George Pons y a tellement appris qu'il est bien décidé, nous a-t-il écrit, à «maintenant communiquer son inquiétude à tous ceux qu'il peut approcher, afin que chacun puisse, dans la mesure de ses moyens, lutter contre ce que certains voudraient nous faire croire inéluctable». Voici ce qu'il a retenu pour nos lecteurs, qui feront sûrement le rapprochement avec l'AMI³ dénoncé ici en mars 1998 :

Après l'AMI, l'AGCS

OÙ EST LE PROBLÈME ?

L'AGCS que nous mijote en permanence l'Organisation Mondiale du Commerce risque de connaître de nouvelles avancées d'ici peu si nous n'y mettons pas notre nez et, n'en doutons pas, ces avancées seront faites de nos reculs.

Quel est, à travers ce dispositif, l'objectif poursuivi par les firmes transnationales qui manipulent les marionnettes ? C'est diaboliquement simple : transformer en marchandises commercialisables et privatisées toutes les activités humaines qui ne le sont pas encore...

Vous pensiez que des secteurs d'activités tels que la santé, l'éducation, la culture, pouvaient rester le domaine d'élection du service public ? Eh bien, non !

Cette "exception française" n'a pourtant rien d'exorbitant : dans les domaines cités, notre pays ne connaît, que je sache, aucune étatisation exclusive. Figurez-vous qu'elle nous mettrait pourtant à la traîne de la "modernité", autant dire au ban de la société des hommes. L'OMC veut donc en finir avec elle.

1. CCC-OMC =
Coordination pour le
Contrôle Citoyen de
l'Organisation Mondiale
du Commerce.
siège : 40 rue de Malte,
75011 Paris.

2. AGCS =
Accord Général sur le
Commerce et les Services.
Nous avons publié une
liste de ces services
à propos de l'OMC
voir GR-ED N°992, p.2.

3. AMI =
Accord Multilatéral sur les
Investissements.
voir dossier
GR-ED N°975.

4. Jacques Delors,
ancien conseiller de
Chaban-Delmas,
devenu "socialiste",
président pendant dix ans
de la Commission
européenne qu'il a laissé
"libéraliser" à outrance !

On peut résumer la "philosophie" de l'AGCS par ce commentaire de la Commission européenne : «L'AGCS n'est pas seulement un accord entre gouvernements. C'est en premier lieu et avant toute chose un instrument au bénéfice des milieux d'affaire».

En attendant de relancer le "Round du Millénaire", mis à mal à Seattle, les négociations sur une nouvelle libéralisation dans le secteur des services ont déjà commencé. Les "services" sont définis de manière si large qu'ils recouvrent près de 70 % des investissements globaux à l'étranger. Ce qui veut dire que les négociations de libéralisation de l'AGCS pourraient recouvrir presque tout, depuis les transports, l'énergie, l'eau et le pétrole, jusqu'à l'audiovisuel, la santé et l'éducation. Pour beaucoup de secteurs, libéralisation signifie en réalité privatisation, ce qui fait des discussions de l'AGCS une menace majeure pour ce qui reste des services publics en Europe. Avec le gouvernement américain, l'Union Européenne poursuit un programme de libéralisation accélérée. L'Union Européenne, avec à sa tête la Commission, calque ses sujets de négociation et ses stratégies sur le programme offensif des grandes sociétés de l'Union Européenne, élaboré dans le *Forum des Services Européen* (FSE).

Fondé au début de 1999, à l'initiative de l'ancien Commissaire au Commerce Sir Leon Brittan, le FSE est un partenaire privilégié de la Commission européenne ; il représente les intérêts des plus puissantes sociétés européennes de services. Il comprend un très large éventail de sociétés, depuis les banques (exemple la Commerzbank AG et ABNAMRO) et les compagnies postales (comme la Deutsche Post et La Poste), en passant par des gros détaillants (comme Royal Ahold et Metro) et des éditeurs (tels que Bertelsmann), jusqu'à des sociétés distributrices d'eau (parmi lesquelles Vivendi et Suez-Lyonnaise des Eaux) et d'énergie (la société finlandaise Fortum, Eurelectric).

LE "PROTECTEUR"

Et si vous pensez que le Commissaire européen chargé du dossier, pourtant français et même "socialiste", Pascal Lamy, va faire en sorte de veiller au grain, erreur ! Souvenez-vous de Seattle. La voix de l'Europe, c'était lui. C'est toujours lui. Lui, un ancien du Crédit Lyonnais, qui entretient avec les lobbies patronaux les relations les plus affectueuses, au point de déclarer, à son arrivée à la Commission européenne : «c'est vraiment agréable de se retrouver dans le milieu des affaires !», puis, rapidement débourré : «l'Organisation Mondiale du Commerce doit élargir ses attributions.» Il se trouve que j'ai connu, ou plutôt rencontré à trois reprises Pascal Lamy dans les années 80, à l'époque où, encore jeune énarque, il présidait le CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), organe chargé de procéder au règlement de compte des entreprises de bonne taille frappées par la "crise". C'était pour les besoins de la cause : j'étais appelé à intervenir dans le sauvetage d'entreprises en difficulté, et je me souviens combien la recherche de "solutions industrielles" le laissait parfaitement indifférent au sort des salariés victimes de ces restructurations. "Dégâts colatéraux", comme on a dit naguère au Kosovo. Plus tard, directeur de cabinet de Jacques Delors⁴, il a sans doute perfectionné son art de réduire les problèmes sociaux à leur plus simple expression.

LES PARTENAIRES

Voulez-vous découvrir ses partenaires les plus familiers, ceux dont il anticipe volontiers les espoirs les plus fous, jamais las de rendre service ? On m'en a cité six, parmi les plus représentatifs, qui ressemblent à s'y méprendre à des clubs d'hommes d'affaires, mais qui, c'est un comble, sont pourtant classés "organismes non-gouvernementaux" (au même titre que "Emmaüs", par exemple...) :

- - TABD = *Transatlantic Business Dialogue*. Créé en 95 à l'initiative de la Commission européenne, il est actuellement présidé par J. C. Colomb, PDG de Lafarge et il compte environ 150 grands patrons des deux côtés de l'Atlantique. 80% de ses recommandations sont reprises dans les décisions de la Commission européenne qui, faut-il le rappeler, est composée uniquement de fonctionnaires européens, répartis en

23 directions générales correspondant à des missions particulières, les fameuses DG d'où nous parviennent les non moins fameuses "directives européennes"⁵.

- - GSN = *Global Service Network*. Créé en 98 pour accélérer la libéralisation des services, il regroupe principalement banques, compagnies d'assurance, télécommunications, ainsi que les "Big Five", les cinq plus gros cabinets d'affaires du monde.

- - ERT = Table Ronde Européenne des industriels, qui réunit 45 "capitaines d'industrie".

- - UNICE = *Union des Confédérations d'industriels et d'employeurs*, c'est-à-dire tous les équivalents européens du Medef.

- - GBDEC = *Global Business Dialogue on Electronic Business*. Créé en 98 pour lever tous les obstacles au développement du commerce électronique, il est co-présidé par AOL et Time-Warner, qui ont récemment fusionné dans l'allégresse générale⁶.

- - EUROPEN = *Réseau européen des entreprises d'emballage et d'environnement*.

Les 23 DG ont, paraît-il, peu de rapports entre elles. Au point qu'une directive conçue par l'une d'elles peut avoir des conséquences négatives sur la mission d'une autre. Mais en revanche, pour tout ce qui concerne les décisions mettant en cause une Organisation mondiale du commerce débarrassée de réglementations nationales vécues comme autant d'entraves au libéralisme, la Commission européenne s'est dotée d'un certain "Comité 133", transversal celui-ci, chargé d'avaliser les textes conçus par les DG et approuvés par la Commission, afin que le Parlement européen puisse les voter à la volée...

LA RÉSISTANCE

La détermination que l'on peut prêter à ces groupes de pression, servis par des moyens financiers probablement illimités, disposant de complicités que nous avons nous-mêmes contribué à créer, laisse-t-elle la plus faible chance aux citoyens de faire obstacle à leurs desseins ? Peut-être suffirait-il qu'ils le veuillent vraiment ? Peut-être suffirait-il qu'ils cherchent à s'informer ? Peut-être suffirait-il qu'ils imaginent un monde dans lequel tout aurait été organisé pour leur éviter de se poser les bonnes questions ? Si nos grands-parents avaient pu connaître en 1913 le bilan de 14-18, auraient-ils mis la fleur au fusil ? Si nos parents avaient connu celui de 39-45, auraient-ils assisté impuissants à la montée du nazisme depuis les années 30 ? Ce qui se prépare aujourd'hui à l'échelle mondiale n'a rien à voir avec ces tragédies ? On peut toujours l'espérer. Ou se mettre rapidement du côté du manche, à tout hasard. Ou se battre. Au choix ...

Et là, que ceux qui douteraient encore du poids dont chacun dispose sur notre avenir commun,

A toi qui n'es pas encore né(e)

«Garde-toi d'imaginer que ton influence est négligeable. Tu n'es qu'un des huit milliards d'humains qui, d'après les prévisions actuelles, peupleront la planète en 2025, mais, comme chacun d'eux, tu comptes pour un. Ni moins que les personnages qui occupent le devant de la scène et que l'on dit puissants, ni plus que les malheureux qui sont apparemment sur la touche et que l'on dit exclus. Ta présence pèse du même poids que celle des présidents et des clochards. N'accepte jamais de succomber aux insidieux "à quoi bon ?". Ne te satisfais pas du rôle de Ponce-Pilate. Ne dis jamais : «je n'y peux rien», ou pire, «je n'y suis pour rien». Certes, les galaxies ou les particules élémentaires ne sont guère influencées par tes choix, mais, entre ces deux inaccessibles, l'infiniment grand et l'infiniment petit, il y a le monde des hommes, la "Terre des Hommes", scène où, avec huit milliards d'autres, tu vas jouer ton rôle. Ce rôle n'est pas déjà écrit.»

Albert Jacquard.

relisent le message d'Albert Jacquard⁷ à son virtuel arrière-petit-fils :

Ce n'est quand même pas faire de "l'anti-américanisme primaire" que contester une organisation de la planète entièrement soumise à la politique du "bloc occidental d'inspiration anglo-saxonne", et alors même que notre pays n'est certainement pas la victime principale de cette nouvelle forme d'impérialisme.

Sans doute sommes-nous relativement impuissants face aux États-Unis qui disposent de 17,87% des droits de vote au FMI et à la Banque mondiale. Pourtant, ces institutions prennent leurs grandes décisions à la majorité qualifiée de 85 %, ce qui veut dire que la minorité de blocage se situe à 15 % ; or, les seuls membres de la zone euro disposent en commun de 22,66 % des quote-parts, donc largement assez pour promouvoir d'autres politiques que celles de Washington...

Georges Pons.

5. Plus personne ne peut sérieusement regretter cette évolution de l'histoire de notre continent qui tend à en fédérer les peuples. Ce n'est pas inviter à un replis frileux et xénophobe que souhaiter aux institutions européennes un fonctionnement plus démocratique. À condition toutefois, que le recul des souverainetés nationales ne laisse pas les citoyens de l'Europe sans recours contre les délires d'un nombre croissant d'eurocrates stipendiés par les multi-nationales...

6. Voir GR-ED N°997, éditio.

7. Nous avons publié une analyse de ce livre et des extraits dans ce même GR-ED, N° 997, mars 2000, page 12.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

V. Abecassis 70 - E. Hubert 70 - A. Lemur 70 - G. Maurice 70 - J. Ménager 120 - A. Met 70 - P. Quittelier 170 - H. Richon 120 - J. Dancoisne 20 - M; Doubrre 70 - R. Barbier 70 - P. Beau 20 - Ch. Iceta 70 - J. Decobert 70 - E. Rous 70 - A. Humbert 270 - J. Mesnard 20.

Total 1.440 F. *Merci à tous !*

* Cette souscription, qui nous a permis jusqu'ici de maintenir le tarif du journal, sert aussi à assurer le service gratuit à ceux des lecteurs qui, bien qu'intéressés, n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

* Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'un rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

* L'imprimeur du journal vient d'augmenter ses tarifs, par suite de l'augmentation du prix du papier. Comme d'autre part les tarifs postaux relatifs à la presse sont systématiquement augmentés (en même temps que les envois de presse ont cessé d'être prioritaires, ce qui fait que la durée de leur acheminement est de plus en plus grande), nous craignons d'être obligés d'augmenter bientôt le prix de l'abonnement...

Quelques mois après la tempête, il n'est pas sans intérêt de faire le point sur la flambée des prix du pétrole, suivie fin octobre par celle du gaz (13 % après 6,5 % en mai, soit un total cumulé de 20 %).

Belles flambées

du pétrole :

Quand l'augmentation continue des carburants a commencé à susciter la grogne des usagers, au cours de l'été, période de grande consommation, notre ministre des Finances Laurent Fabius, taçant les pétroliers, leur demandait d'être "raisonnables". Gesticulation : ou le ministre était impuissant et alors il fallait le dire clairement et désigner les pétroliers à la vindicte publique, ou il était peu ou prou complice. En effet, l'État, dont les taxes représentent près de 80 % du prix des carburants, n'était sûrement pas mécontent d'encaisser des milliards inespérés¹. Pour la galerie, Fabius a menacé de saisir le Conseil de la concurrence et de créer une Commission d'enquête. Mais, comme disait Clemenceau : «*Quand je veux enterrer un projet, je crée une Commission*».

En réalité, rien ne se passe pour contrer la flambée des prix jusqu'à ce que la crise éclate, puis déferle. «*Gouverner, c'est prévoir*» dit-on. Apparemment, ça n'a pas été le cas, ni de la part de Fabius, ni de la part du gouvernement. Lionel Jospin, dans sa "prestation" sur TF1, le 18 octobre, n'a-t-il pas avoué son manque de clairvoyance ?

Malgré une annonce d'augmentation de la pro-

duction par l'OPEP (500.000 barils/jour) le brut a continué de monter pour atteindre 37-38 dollars le baril en octobre, alors qu'il avoisinait 10 dollars il y a deux ans. Tous les prétextes sont bons pour justifier cette fièvre, y compris l'attentat contre un navire américain dans le port d'Aden !!!

En France, devant l'ampleur des manifestations, l'État a surtout cédé aux réclamations corporatistes, camionneurs, marins pêcheurs, etc... Puis, la pression continuant, il a fait une fleur aux consommateurs en modulant la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur les variations du brut. Au départ, 20 centimes de moins, vite ramenés à 10 du fait de la nouvelle hausse du brut. Désormais, les nouveaux prix semblent durablement ancrés autour du niveau confortable atteint cet été (Le gaz a suivi en octobre. Pourquoi ? —*Par une convention tarifaire entre l'État et GDF*, selon Fabius). Il semble que le plan des pétroliers soit de contrôler les variations des cours du brut de telle façon qu'à l'avenir le prix du baril oscille entre un prix plancher de 22 dollars et un prix plafond (?) de 28 dollars. Si les prix montent trop (danger à la longue pour les économies), ils augmentent la production ; dans le cas contraire, ils la diminuent. (Des événements imprévus, incontrôlables, peuvent venir malmener ce plan ; c'est fréquent avec les prévisions d'experts).

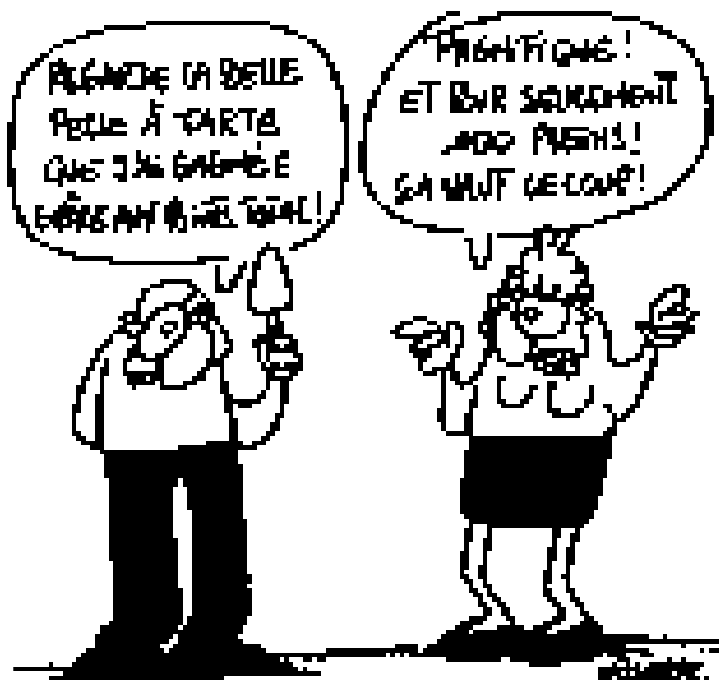
Avec le recul, on voit mieux la manœuvre d'envergure à laquelle se sont livrés les pétroliers/marchés financiers : toute la pression des manifestants (des patrons) a été canalisée contre les taxes des États, jamais contre les augmentations scandaleuses des pétroliers. Jamais les manifestants n'ont mis en avant leurs bénéfices fabuleux ; c'est la presse qui l'a fait. L'objectif en effet était double :

1. faire admettre que, du côté des pétroliers, il n'était pas possible de faire autrement. Les arguments invoqués : croissance économique mondiale entraînant un fort accroissement de la consommation, investissements énormes pour poursuivre les recherches... et baisse de l'euro par rapport au dollar, monnaie utilisée dans les transactions pétrolières.

2. dénoncer les "insupportables" taxes des États sur les carburants, et leur faire supporter la baisse éventuelle des prix sous la pression des mécontents, pression rapidement étendue à l'Europe entière.

1. Les taxes sur les carburants représentent environ 10 % des recettes fiscales.

LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES REDISTRIBUENT LEURS RICHESSES



BAISSE DE L'EURO

Les manœuvres spéculatives contre l'euro apparaissent de plus en plus clairement et s'inscrivent dans la "philosophie" des marchés financiers, les mêmes qui gouvernent le pétrole. On pouvait lire dans *Le Monde* du 27 octobre : «*La Maison Blanche considère que le meilleur moyen de faire remonter l'euro serait, pour les gouvernements européens, d'engager des réformes de structure de leurs économies*». En clair, diminuer encore leurs dépenses sociales, privatiser davantage... pour faire fructifier, bien sûr, les fonds anglo-saxons et autres.

Il est exact que l'euro est une des causes, mais non déterminante, de la hausse du prix du pétrole. Notons que si cette baisse de l'euro pénalise les importations, elle favorise les exportations européennes : Schröder en Allemagne et Arthus (Caisse des Dépôts) en France se réjouissent de la faiblesse de l'euro. A.P.

Notre propos n'est pas de défendre les quelque 80 % de taxes qui sont en effet exorbitantes (en augmentation constante depuis des décennies, que les gouvernements soient de droite ou de gauche), mais de montrer la savante manœuvre des pétroliers et des marchés. En effet, ces derniers ont joué et gagné sur tous les tableaux :

1. le brut, passé en un an de 15 à 30 dollars et plus, TotalFinaElf a vite fait de récupérer les quelques centaines de millions qu'il a dû consacrer au pompage de l'*Erika* : en un semestre, TotalFinaElf aura engrangé 11 milliards de francs et son action a gagné 35 % depuis janvier.
2. le raffinage : ce sont les mêmes qui encaissent. Les marges sont passées de 74 en 1999 à 161 en 2000, comme au "beau" temps de la guerre du Golfe. BP estime que sa marge de raffinage a quadruplé au deuxième trimestre 2000.
3. la distribution au détail dans les stations appartenant aux sociétés pétrolières, sans concurrence sur les autoroutes (sauf un Leclerc).

Résultats : Shell annonce un bénéfice en hausse de 80 %, Exxon Mobil de 90 %, BP de 100 % et

LE PÉTROLE CÔÛTE DE PLUS EN PLUS CHER !

ET POURTANT C'EST DES BÉNÉFICIAIRES
QUI LE RAMASSENT
SUR LES CÔTES BRETONNES



TotalFinaElf de...165 %. Et il faut savoir que Total à 70 % était aux mains d'actionnaires anglo-saxons qui le pressaient de "croquer" Elf (seulement...40 % de capitaux anglo-saxons). Combien d'automobilistes croient "rouler français" en remplissant leur réservoir chez TotalFinaElf ?

En conclusion, tout porte à croire que les prix de l'énergie fossile pétrole-gaz sont "installés" à un haut niveau pour longtemps après une opération menée "globalement" : c'est ça la mondialisation. Pour l'Européen moyen ou pauvre, la facture sera lourde et grèvera d'autant un "pouvoir d'acheter" déjà stationnaire. Mais c'est le dernier souci des grands spéculateurs...

André Prime.

et du gaz :

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un mauvais tour de cette "main-invisible-du-marché" dont on nous rebat les oreilles depuis des décennies, mais de l'application quasi-mécanique d'une clause d'indexation sur la cotation du pétrole aux États-Unis.

Ainsi, alors que le coût du produit gaz n'a guère varié, les quelque 15 à 30% de hausse annoncés vont accroître d'autant les profits des sociétés exploitantes, singulier rackets sur le pouvoir d'achat de millions d'usagers.

Qui s'est jamais interrogé sur la légitimité d'une telle indexation ? Quelle autorité l'a entérinée ? Avec quel mandat ? Y a-t-il eu concerta-

tion, débat conformément à la règle démocratique ? Que le prix du gaz couvre les frais de son exploitation, les amortissements industriels et financiers, soit. Mais l'abondance actuelle du produit ne devrait-elle pas l'orienter à la baisse ? Il est manifeste que l'indexation envoie sur la touche la "loi-du-marché".

Cette mesure d'indexation qui nous vaut pareille ponction sur les pouvoirs d'achat, peut et doit être refusée, voire annulée d'un trait de plume par un gouvernement encore libre du choix de ses sources d'approvisionnement.

Faute de quoi, «*caveant consules !*»¹.

Henri Muller.

1. *Caveant consules* =
Que les consuls
prennent garde !
Ce sont les
premiers mots
d'une formule qui
se complète par :
«*Ne quid detrimenti
respublica capiat*»
ce qui signifie =
Afin que la république
n'éprouve
aucun dommage!

«La monnaie est au cœur de la réforme distributive que propose la GR-ED» dit Jean-Claude Pichot, qui ajoute «réforme (ou révolution ?) qui est la seule à pouvoir prétendre donner à chaque humain la place qui lui revient sans avoir à subir le despotisme d'un système financier actuellement omniprésent et tout-puissant. C'est pourquoi il tente une expérience : «présenter de manière résumée, et si possible sans trahir la réalité, la place ou les places que tient aujourd'hui pour le meilleur ou pour le pire, dans la vie de chacun, ce que nous appelons couramment "l'argent". La description de ce que peuvent être nos relations avec ce "partenaire" incontournable dans le cadre de l'ED est la suite logique de cet article ; mais, plutôt que d'en proposer une» il préfère demander «aux lecteurs de réagir en participant à cet exercice qui paraît bien plus "démocratique" que celui consistant à énoncer unilatéralement des propos qui risquent d'être partiels.»

Mon argent m'intéresse

Il y a environ 10.000 ans, l'homme a commencé à mettre en œuvre des pratiques monétaires utilisant des produits ayant une valeur "marchande" (par exemple, sel, bétail ou grains) pour le règlement de dots, d'alliances politiques, de conflits ou de rançons; certaines sociétés de cette même époque ont simultanément adopté, pour certains échanges commerciaux, des monnaies symboliques telles que coquillages ou objets de pierre sans réelle valeur économique. Ces monnaies ont probablement eu, dès le début, le triple rôle d'outil de valorisation (relative) des produits, d'outils d'échange (au moment de la transaction) et de moyen de thésaurisation ("bas de laine" pour l'avenir).

Ces pratiques n'ont pas, semble-t-il, supplanté immédiatement celle, plus ancienne, de la mise en commun et du partage pratiqués par de nombreuses communautés humaines de petite taille vivant en autarcie, dont nous trouvons encore quelques traces chez certaines "peuplades" traitées parfois de primitives ; mais elles n'ont cessé, depuis cette époque, de se développer sans discontinuité majeure jusqu'à ce que nous connaissons aujourd'hui.

La vie sociale et économique de nos ancêtres a été rythmée par les nouveautés, les crises et banqueroutes qui ont marqué nos pays occidentaux dans ce domaine. Il y a un peu plus de 2.500 ans, selon Hérodote, sont apparues en Asie Mineure les premières pièces, confectionnées, au début, en électrum, mélange d'or et d'ar-

gent, puis dans l'un ou l'autre de ces métaux; de leur côté, les Chinois ont utilisé, il y a environ 2.000 ans, des monnaies en cuivre. Il est vraisemblable que ces métaux, que l'on pouvait trouver à l'état natif, donc sans nécessité de pratiques métallurgiques compliquées, ont été choisis à cause de leur rareté, de leur pérennité et de la fascination visuelle qu'ils ont pu exercer sur des humains déjà sensibles à la beauté des choses. En ce qui concerne les monnaies ayant le caractère de biens marchands utilisables (exemples : sel ou grain), on peut noter qu'elles ont perdu progressivement leur place, même si le troc était encore d'actualité récemment dans nos sociétés actuelles (ex : café contre voitures, raisin contre matériels électroniques !).

Les premiers billets en papier, beaucoup moins attrayants que l'or ou l'argent, mais que l'on pouvait "produire" en quantité, ont été lancés par les Chinois au 9^{ème} siècle pour cause de pénurie de cuivre. Cette nouveauté, importée en Occident par Marco Polo à la fin du 13^{ème} siècle, est probablement le pas le plus important vers la dématérialisation de la monnaie, qui, après l'étape fiduciaire (qui tient son nom de la confiance que l'on était bien obligé d'accorder aux banques qui émettaient ces billets), nous a conduits progressivement à la monnaie scripturale (les chèques, qui constituent une variante souple des billets) et aux solutions électroniques d'aujourd'hui (cartes à puces, relayées par les réseaux de télécommunications mondiaux).

Cette évolution, qui s'est accélérée à partir du début du 18^{ème} siècle (Law), n'a pas pour autant fait disparaître l'or, devenu le principal métal de référence ; bien au contraire, la "conquête" de nouveaux continents, notamment l'Amérique dite latine, avait pour objet la découverte de l'eldorado, et le métal précieux a permis jusqu'en 1976, année de l'abandon de la convertibilité, de fiduciairiser, si l'on peut dire, les billets émis par les banques centrales grâce aux stocks qu'elles en avaient faits sous forme de lingots au poids codifié.



Nous sommes tous plus ou moins imprégnés de cette longue histoire, souvent à notre insu; à tel point que pour une majorité, la monnaie (que nous appelons encore souvent l'argent), quelle qu'en soit la forme, est une création intouchable d'origine très ancienne, d'essence quasi religieuse. Si le "bas de laine" a pratiquement disparu dans notre pays, utilement remplacé par d'autres solutions plus sûres pour maintenir ses "économies" à l'abri des pertes, des vols et de la dévaluation, nos relations avec l'argent restent marquées par des comportements ou des sentiments anciens, souvent d'ordre sensoriel ou affectif.

Finies les "espèces sonnantes et trébuchantes", mais on continue à parler d'odeur (pour dire qu'il n'en a pas), on le touche, il peut être sale (aux sens figuré et... propre). La monnaie peut être petite ou menue. On parle encore d'anciens francs (nostalgie mais de quoi?); mais lorsqu'on l'assimile aux centimes actuels (centième partie du franc lourd), on se trompe d'un facteur 10, valeur approximative de sa dépréciation en 40 ans! Il s'est vu attribuer un tas de noms plus ou moins imagés ou d'origines historiques tels que fric, oseille, pèpètes, pèse, pognon, flouss, sous (encore couramment utilisé il y a 50 ans dans nos campagnes avec la valeur de 1/20 de franc), etc., qui témoignent peut-être d'une tendance à vouloir particulariser ces relations en fonction de coutumes locales anciennes ou de groupes humains.

Les sociologues attribuent à la monnaie un statut de lien social de première importance, indépendamment de son rôle de moyen de paiement nécessaire à la majorité des échanges. Ceci explique que, même si les taux de change des monnaies de "l'Euroland" sont désormais fixes, certains habitants de notre vieux continent n'ont pas "digéré" l'abandon prochain de leur monnaie historique (c'est, notamment, le cas de l'Allemagne) et que les pièces en préparation auront toutes une face nationale. Dans le même esprit, alors que la monnaie électronique se développe, il faut savoir que les billets les plus

"lourds" de notre histoire seront bientôt ceux de 500 Euros (soit plus de 3.250 F!), imposés par les Allemands, qui aiment bien manipuler les grosses coupures! On peut, au passage, s'interroger sur les vrais raisons de cette décision.

Dans ce contexte, sommes-nous prêts à vivre avec une monnaie distributive, fondante au moment de son utilisation, et ne rapportant pas d'intérêt? N'avons-nous pas pris des habitudes telles que nous ne pourrions nous y mettre sans difficultés majeures? A priori, on peut penser que les relations avec cette monnaie d'un nouveau genre seront similaires à celles d'aujourd'hui, notamment à travers le pratique des moyens de paiement électroniques qui se développent (cartes à puces, porte-monnaie électronique, etc.). Mais là s'arrête la comparaison: a priori, finis les billets et les pièces et tous les usages que l'on pouvait en faire en-dehors du paiement des biens essentiels, finies les situations de rente, mais aussi, et c'est tant mieux, l'argent sale, les dessous de table, le travail au noir! Devenus alors "copropriétaires" du système au niveau de la planète, nous serions fondés à dire notre argent nous intéresse, nerf de la paix et non plus de la guerre. Pour la suite de l'histoire, merci à vous, amis lecteurs, de nous faire part de vos réactions et de vos propositions.

**POUR CERTAINS, L'ARGENT
NE TIEN T AUCUNE PLACE!**

**OÙ VOULEZ-VOUS
QUE JE METTE
UN COFFRE-FORT, LÀ DEDANS?**



Jean-Claude Pichot.

Note: Ce résumé de l'histoire de la monnaie a été établi à partir du numéro n° 45 (3ème trimestre 2000) de la revue *Alternatives Économiques*.

le billet de Paul

Toujours la même histoire !

Toujours cette histoire des prix qui augmentent ! Mais tous ceux qui le peuvent augmentent leurs prix ! Des producteurs de pétrole, quand ils réussissent à parler d'une seule voix, jusqu'à ceux qui vivent de la vente à crédit en faisant payer au client deux fois le prix de ce qu'il achète. Et tous les économistes, qui ont appris la même chanson dans leur école, se précipitent pour être les premiers à annoncer que *l'inflation est de retour* et donc qu'*il faut réduire son train de vie* !

Quels remèdes proposent-ils ? — Vous serrer la ceinture pour défendre des euros que vous n'avez pas et que vous n'aurez peut-être jamais (parce que plus personne n'en voudra) ou vous faire serrer la ceinture par les États qui vont réduire l'aide aux citoyens pour engraisser les multinationales en les aidant à maintenir leurs prix grâce aux réductions de taxes qu'ils accordent. Merci Madame la Misère ! Il faudrait, au contraire, faire marcher la "planche à billets" pour renforcer les pouvoirs d'achat. La machine tournerait dans le bon sens au lieu de marcher à l'envers. Il y a des gens qui espèrent tirer leur épingle du jeu en achetant des actions, en oubliant qu'en Bourse on n'a gagné que lorsqu'on a vendu, et le jour où "les maîtres du Monde" voudront purger la machine, ils spéculeront à la baisse... on peut jouer sur les cours quand on a la main sur ceux qui décident des taux d'intérêt !

Par contre, il est difficile d'échapper aux manœuvres de "paupérisation diversifiée" qui empêchent les citoyens de s'émanciper en profitant du progrès des connaissances. Il faudra pourtant bien qu'un jour les peuples le comprennent !

Les faits mis en scène dans ce nouvel épisode imaginé par R.Liadéfrite se sont réellement produits. En voici les références : pour le village près d'Angers, voir *Le Monde* du 12 septembre, p.25 et pour le spectacle de non-activité, voir le mensuel *Mouvements* d'octobre-décembre, p.12.

Mon papa, il a dit...

1. Pour les lecteurs peu avertis de ce qui se passe en France en l'an 2000, CDD signifie "Contrat de travail à Durée Déterminée"... et a pour particularité de sensibiliser à un travail que la société ne pourra bientôt plus fournir.

En rentrant à la maison ce soir-là, mon papa jeta sur la table sa calculette et son portable et dit :

— J'avais craquer. Non, non et non, c'est pas possible.

J'avais craquer !

— Tu n'es pas licencié, au moins ? dit ma maman.

— Oh ! non, dit mon papa, mais ça dépasse les bornes, on aura tout vu.

— Tout vu, quoi ? Dis voir, à la fin !

— Je viens d'en apprendre une bonne ! Et s'adressant à nous tous :

— Vous savez pas que, près d'Angers, le personnel d'une entreprise est payé depuis six mois à ne rien faire !

— Rien du tout ?

— Rien du tout. Tout le personnel, même les cadres, arrive le matin à 8 h. 30, repart à 12 h. 30, reprend à 13 h. 30 et quitte à 17 h. 30.

— Et ils sont toujours payés ?

— Ils sont toujours payés.

— Mais qu'est-ce qu'ils faisaient avant ? hasarda ma petite sœur.

— Ils faisaient des colis pour des magasins de bijoux et d'articles de fantaisie. Ils ont été rachetés par une société américaine qui veut les envoyer dans une de ses filiales en Angleterre.

— Ils vont aller travailler en Angleterre ? je demandai à mon papa.

— Penses-tu. Depuis la fin de la guerre de Cent Ans, plus personne ne parle l'anglais à Angers.

— Mais, enfin, dit ma maman qui avait repris ses esprits, ils font quand même quelque chose pendant leur journée de huit heures ?

— Ils lisent, ils font des mots croisés, mais ils tournent vite en rond. Il n'y a rien de plus pénible que de se lever le matin et de se dire qu'on va au travail pour ne rien faire.

— Et le patron, il ne réagit pas ? s'étonna ma maman.

— Mais si ! Il a téléphoné, il a alerté l'inspecteur du travail. Il a même envoyé des lettres recommandées pour réclamer du travail. Pas de réponse.

— Et les ouvriers ? insista ma maman.

— Ils ont fini par mettre une banderole devant la boîte. "Payés à ne rien faire depuis six mois". Et la semaine dernière, en arrivant au travail, pardon, au magasin, ils ont découvert qu'un plaisantin, la nuit, avait inscrit sur la banderole : "Bande de fainéants".

— Quelle époque ! dit ma maman. Mais où va-t-on ? Payés à ne rien faire, on n'a jamais vu ça !

— Tu touches bien les allocs, hasarda ma petite sœur.

— Tu crois que je les ai pas méritées ? s'écria ma maman.

— Grand-Père Antoine, il travaille plus, mais il touche de l'argent, ajouta ma petite sœur.

— Tu crois qu'il l'a pas méritée sa retraite ?

— Oui, mais il travaille plus et il est quand même payé.

— Oui, c'est vrai, reconnut ma maman. Mais prends l'fiston. À 29 ans, il a déjà travaillé deux fois six mois, en CDD¹, mais maintenant qu'il ne travaille plus, il touche plus rien.

— Ça va pas durer. J'ai trouvé du travail ! Qu'est-ce que j'avais pas dit ! Ma maman se laissa tomber tout d'une pièce sur sa chaise. Mon papa resta la bouche ouverte comme s'il allait imiter le chant du canari. Quant à notre chienne Zouzou, devant une situation anormale, elle alla se réfugier dans sa caisse.

Puis tout le monde parla en même temps.

— C'est nouveau ?

— Pourquoi tu l'as pas dit ?

— C'est quoi, comme travail ?

Tout fier, je leur racontai ce qui venait de m'arriver.

— Voilà ! Je vais faire du théâtre...

— Mais, c'est pas un métier, le théâtre ! interrompit, déçue, ma maman.

— Si. La preuve, c'est que je vais être payé.

— Et puis, tu peux pas faire de théâtre, tu parles jamais à table, ajouta mon papa.

— Mais c'est un rôle où j'aurai pas à parler.

— Qu'est-ce que c'est encore que cette histoire ? s'étonna ma maman.

— Voilà. J'ai rencontré hier, au café, un metteur en scène, Monsieur Bruyère. Il m'a dit «T'as une bonne tête. T'as l'air calme et réfléchi. Je t'engage pour ma nouvelle pièce.»

— On pourra aller te voir ? s'impatienta ma petite sœur.

— Bien sûr.

— Et ça se joue où ? demanda mon papa qui commençait à se piquer au jeu.

— Dans une petite salle de la Maison de la culture.

— Raconte ! trépigna ma petite sœur, folle de joie.

— Voilà ! Pour le rôle, je n'ai rien à faire...

— Quoi ? s'écrièrent ensemble mon papa et ma maman.

— Ou plutôt, je dois être inactif. Quatre heures par jour, je devrai rester assis, sans bouger et sans parler, devant une Webcam...

— Qu'est-ce que c'est ?

— Une caméra spéciale. Et le tout sera retransmis sur Internet.

— J'y comprends rien, dit mon papa.

—Et ça va durer longtemps cette plaisanterie ? ajouta ma maman.

— Six mois, le temps d'un CDD.

— Encore un CDD ! Le troisième ! On n'en verra jamais la fin ! s'exclama ma maman.

— Selon Monsieur Bruyère, ce sera le premier projet d'inter-inactivité. Depuis des années, a ajouté M. Bruyère, on nous bassine les oreilles avec la nécessité de mettre sur scène les grandes questions de notre époque (comme le travail, le chômage, la violence, la délinquance...) eh bien, moi, je veux mettre l'accent sur les vertus de la non-activité. Y en a assez des emplois inutiles, tout juste créés pour justifier un revenu et former des profits, et pour laisser croire qu'il faut obligatoirement travailler pour vivre et pour être heureux. On ne veut pas de notre travail ? eh bien, on s'en passera. D'ailleurs, ça ne gênera personne : plus il y aura d'inactifs et plus les actifs auront les coudées franches pour développer la croissance et l'emploi. Qu'on nous donne seulement de quoi vivre et on trouvera toujours le moyen de créer des activités utiles pour tout un chacun et pour la société.

La porte de la véranda se referma brutalement. Personne n'aurait su dire si c'était sous l'effet de la stupeur ou d'un courant d'air.

— C'est nouveau, ça ? se risqua ma maman.

— Ça a un air de famille avec ce qui se passe à Angers, ajouta mon papa.

— Et tu seras quand même payé ? reprit ma maman qui n'en croyait pas ses oreilles.

— Et on pourra aller te voir ? dit ma petite sœur, toute excitée.

— Bien sûr. Je commence demain. Venez me voir. Ça me fera tellement plaisir !

* * *

Le lendemain, mon papa, ma maman et ma petite sœur arrivèrent à la Maison de la culture. Elle avait été aménagée dans une ancienne bâtisse de briques rouges, construite en 1942 ; sur le fronton, on pouvait encore lire "Travail, famille, patrie". Le directeur, Monsieur Brunner, les fit entrer dans une salle plutôt obscure, en les priant de se déchausser pour ne pas faire de bruit, et on les fit asseoir sur des bancs disposés de part et d'autre de ma chaise. Sur ces bancs, il y avait déjà une dizaine de spectateurs qui me regardaient avec attention, comme si j'étais un tableau dans un musée. Je m'étais assis à 14 h. et je devais regarder l'écran, sans bouger et sans parler, jusque 18 h. Mes moindres réactions étaient captées par la Webcam et les images envoyées sur Internet.

— Je peux éternuer ? demanda tout bas ma petite sœur.

— Non, répliqua ma maman, ça peut déconcentrer ton grand frère. Pince-toi le nez.

— Moi aussi, je vais me pincer pour savoir si je rêve ou si je rêve pas, dit mon papa en éteignant son portable.

— Chut ! dit ma maman.

Et le silence gagna la pièce à nouveau. D'autres spectateurs arrivèrent, tandis que les premiers s'en allaient. C'était un mouvement perpétuel. Vous pensez ! La nouvelle avait fait le tour du

village et toute la population allait sans doute défilier. Mon papa et ma maman ne savaient plus s'ils devaient être fiers de leur fiston ou s'ils devaient avoir honte. Enfin, la sirène de l'usine à côté siffla 18 h. Pour moi aussi, le travail était fini. Surprise ! Au moment où je me levai, les spectateurs applaudirent, sans doute émus d'avoir eu le privilège d'assister à une "première" mondiale : un spectacle de non-activité. Dans la foule, il y avait un journaliste qui voulait m'interviewer et connaître mes réactions. Il fut très déçu quand je lui dis que je n'avais rien ressenti, sauf une crampe au mollet gauche.

* * *

— Mon papa, mon papa, viens vite !

Ces cris de ma maman, je les entendais au loin, très loin, comme si on m'avait enveloppé dans de la ouate, ils bourdonnaient dans ma tête et me faisaient mal. Puis j'entendis la voix de mon papa :

— Vite, un médecin ! un médecin !

Tout ce que je sais maintenant, c'est qu'après avoir entendu mon papa appeler un médecin, j'ai vomi, vomi, vomi...et puis plus rien.

Quand je me suis réveillé, mon papa était assis sur le lit à côté de moi. Ma maman me serrait dans ses bras en pleurant et n'arrêtait pas de dire : "mon pauvre fiston ! mon fiston chéri !". Et puis, ils m'ont tout raconté. Que le médecin avait fait semblant de croire à un accident vu que j'avais pris trop de cachets, que eux savaient bien que je n'aurais pas tenu six mois devant la Webcam dans ces conditions, mais que jamais ils n'auraient pensé que ça se serait terminé comme ça au bout de quatre mois, que j'avais dû être malheureux, très malheureux même, que c'était pas bien de leur avoir rien dit, qu'ils feraient tout pour que ça ne recommence plus, qu'on est trop bien tous les quatre ensemble à la maison et que ça suffit comme ça.

Puis ma maman m'apporta une tasse de café bien chaud. Elle me regarda boire avec ses grands yeux si doux et puis elle me versa une lampée de genièvre de Loos au fond de la tasse, comme les mineurs autrefois avant de descendre au fond de la mine.

— Cul sec ! cria mon papa.

— Cul sec ! je lui répondis avant d'avaler l'alcool qui me fit tousser de plus belle, les yeux pleins de larmes.

— Tu vois, dit ma maman dont le visage était redevenu sérieux, tu es l'homme de l'avenir : tu as montré que tu savais vivre sans avoir un travail.

— Et si un jour, je suis au chômage, dit mon papa, je saurai ce qu'il me reste à faire.

— Ou ne pas faire ! ajouta, malicieuse, ma petite sœur.

Tous, on éclata de rire, comme si la vie, qui nous avait tant fait souffrir, voulait nous sourire pour toujours.

Raoul Liadéfrite.



Voici, comme le mois dernier, un extrait des “Chroniques des temps de crises”, livre autoédité par Roger Mercier et qu’on peut lui commander 22 rue Canterane, 33370 Bonnetan (tel et fax : 05 56 78 35 93).

J’ai envoyé mon ego... consulter le bon docteur Freud...

— Bonjour Docteur, comment-allez-vous ?
 — C’est dur ces temps-ci mais je me soigne et, pour l’instant, je tiens le coup. Et vous, cher patient, qu’est-ce qui vous amène ?
 — Je crois que...
 — Oh ! Je vois. On vient de loin pour me consulter, vous savez. Je vois que votre ego est en Gironde, *in situ*. C’est beau ce Pays : le vin de Bordeaux, l’océan, la forêt. Ah ! Je rêve. Comme votre aura est délavée ! Ne seriez-vous pas en train de me faire une crise d’évolution de conscience, doublée d’une crise d’évolution philosophique aiguë, *in vivo* ?
 — Euh ! Docteur... c’est la société qui est en crise... aiguë, ne trouvez-vous pas, *in vivo*, comme vous dites si bien ?
 — C’est bien ce que je diagnostique : vous êtes en crise. Je suis désolé de vous l’annoncer *ab abrupto*.
 — Possible Docteur, je me sens déphasé.
 — Ce que vous appelez déphasage dans votre jargon rationaliste, qu’il soit de deux pi sur deux, trois pi sur cinq ou d’un pis-aller, ne change rien à votre problème. Vous êtes en crise, en crise *in petto*.
 — Docteur, c’est grave, *in petto* ?
 — Oui, très grave même. Vous faites un phénomène de rejet. La gravité dépend de l’angle sous lequel on l’observe. Si l’on observe le phénomène de l’extérieur, de la société en fait, là, tout est inversé : ce n’est plus vous qui rejetez mais la société qui vous rejette. Vous n’êtes plus dans les normes.
 — C’est ce que je craignais : ne plus être dans les normes.
 — Les normes mon cher, les normes ! Les normes, de plus en plus nombreuses, que les technocrates vomissent chaque jour ! Je me suis laissé dire, par un patient belge que, depuis quelques années, ils se bousculaient à Bruxelles. Il a même ajouté : c’est un métier d’avenir...
 — Quoi, technocrate ?
 — Non, pas technocrate, mais normalisateur européen. Normalisateur, ça va être très juteux, a-t-il ajouté, *in fine*.
 — Je ne suis pas normé, normalisé : c’est bien ça, Docteur ?
 — Oui, c’est ça. La société pense que vous n’êtes pas normal ni normalisé et peut-être probablement pas normalisable. Tranquillisez-

vous, cela se guérit, cela se guérit... *in extenso*.
 — *In extenso*, dites-vous ! Ah ! Vous me rassurez. Car, tout autour de moi, j’ai l’impression qu’on me regarde d’un œil bizarre.
 — Bizarre, dites-vous ? C’est normal, tous mes patients affirment la même chose. Depuis que la société fait sa crise de croissance, depuis près de vingt-cinq ans en fait, les gens sont de plus en plus bizarres. Je crains même que cet état instable et évolutif n’empire.
 — Vous aussi, vous craignez, Docteur ?
 — Pas pour moi car je sais comment combattre ce mal du siècle. Je suis inquiet surtout pour ces millions d’individus emportés par la société exclusionnaire, comme fétus de paille.
 — Dites-moi, redoutez-vous que les nouveaux fœtus soient de paille ?
 — Cela dépendra du vent. Si le vent tourne, *de facto*, les fœtus resteront des fœtus. Si le vent forçit, je ne peux pas faire de pronostic.
 — Docteur, comment comptez-vous vous y prendre pour soigner ma crise de normalisation, ma crise «de facteur» comme vous dites ?
 — Cela dépendra de vous.
 — Comment ! De moi ?
 — Vous êtes bien le patient !
 — Oui, je suis le patient, de plus en plus impatient d’ailleurs. Impatient de saisir, impatient de guérir, vous comprenez Docteur !
 — Si je comprends ! Je suis là pour vous écouter mais pour comprendre aussi. Ce que je constate, *ab absurdo*, c’est que vous êtes comme tous mes patients, vous êtes tous impatients... alors qu’en état de crise aiguë, il faut miser sur le temps. Il faut revenir me voir souvent, pour discuter... Vous me suivez ?
 — Oui, j’aime bien discuter avec vous car vous, au moins, malgré un raisonnement par l’absurde, vous prenez le temps et vous avez des vues larges : un horizon au minimum... européen.
 — Absurde vous-même. Et puis ne me sous-estimez pas, mon ami. J’ai une vue qui embrasse tous les problèmes des sociétés civilisées, des sociétés occidentales, des sociétés de progrès. Je traite aussi bien les complexes d’Œdipe que les complexes de marginalisation des exclus, les complexes de précarité des travailleurs précaires, les complexes de déstructuration des licenciés économiques... que sais-je encore ! En un mot, tous les complexes, *urbi et orbi*.
 — C’est quand même ardu votre science.

Comment l'appellez-vous déjà... psycho-socio-pathologie !

— C'est exact, très cher. Ma spécialité est d'être psycho-socio-pathologie. C'est beau, non ? Et puis surtout ça va devenir très utile, incontournable même.

— Et les complexes de supériorité, les traitez-vous ?

— Je n'ai pas encore eu de cas mais je commence à élaborer des théories thérapeutiques car dès le début du vingt et unième siècle, les malades sérieux vont arriver sur le marché du "psy".

— C'est quoi des malades sérieux ?

— C'est une frange de travailleurs qui se trouvera minoritaire au boulot pendant que la majorité des ex-travailleurs se reposera ou bavardera thérapeutiquement, comme nous le faisons en ce moment. Suivez bien mon raisonnement : ces travailleurs, qui formaient l'élite, qui souffraient de complexes de supériorité, eh bien, en réalisant qu'ils ne sont plus qu'une poignée à trimer de plus en plus dur, que vont-ils faire ces travailleurs, je vous le demande ?

— Ils vont démissionner !

— Non, ils ne pourront pas. Il sera interdit de démissionner car il n'y aura plus de relève ! Ces travailleurs, réalisant qu'ils sont devenus minoritaires, feront un complexe d'infériorité. Les polarités vont s'inverser et, là, je crains des dépressions bien plus vertigineuses que celles que je traite depuis des décennies. Pour tout vous dire, je redoute même les trous noirs, la disparition de la matière... grise, par siphonnage cosmique.

— Comme je vous plains, Docteur.

— Heureusement, certains patients, comme vous, sont conscients de notre situation psychologiquement très éprouvante.

— Vous devriez prendre un peu de repos.

— C'est ça et qui vous soignera pendant ce temps-là ? Vous qui êtes de plus en plus nombreux, de plus en plus malades !

— Mais au fait,

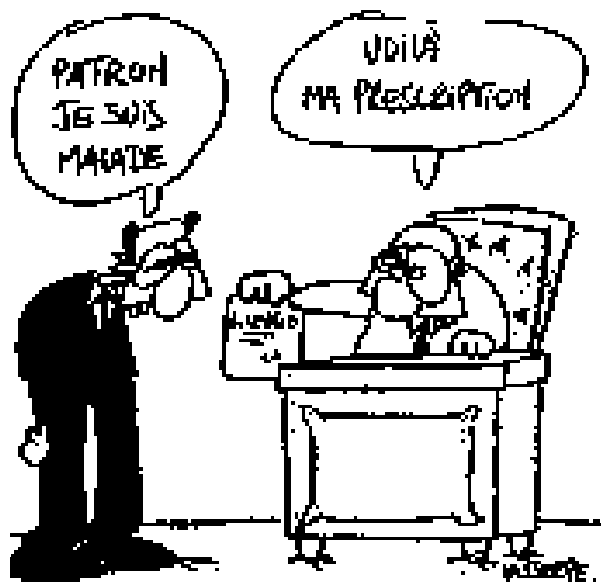
Docteur, comment guérir de la normalisation ?

— Laissez tomber mon cher, laissez tomber les normes, les normateurs et les normalisations. Faites comme moi, fiez-vous au flair, au senti, à l'intuition, à l'instinct. Oui, c'est ça, à l'instinct. Eloignez-vous du rationnel. Tendez vers l'irrationnel, retrouvez l'instinct... de survie. Allez. *Alea jacta est.*

— *Alea jacta est...* Combien vous dois-je, *in fine* ? Et surtout merci pour votre leçon latine, cher ami.

— Allons, c'est moi qui vous suis redevable. Pour la prochaine consultation, j'irai vous voir, chez vous, à Burdigala. Gageons que le nectar du même nom résoudra pas mal de problèmes de complexes que j'ai en suspens !

Roger Mercier.



Le groupe Liégeois pour l'économie distributive (GLED)¹ propose, en deux fascicules de format A4, un gros travail d'Albert Hermant. Le premier, intitulé «MUTER ! De la compétitivité... à la convivialité» est «un ouvrage de vulgarisation, résultat d'une compilation de multiples messages ayant pour trait commun le souci du bien-être et de la sauvegarde de l'humanité» qui cite 35 ouvrages dont le plus ancien, publié en 1920, est de G. Deville et le plus récent, d'A. Gorz, est de 1997.

Le second, «L'ALTERNATIVE», plus compact, se présente comme une réponse à l'appel publié par Le Monde, en janvier 1995 invitant «à débattre en vue d'instaurer une politique économique et sociale résolument novatrice» :

Dans ce second ouvrage, l'auteur, bien que se référant souvent à J. Duboin, n'aborde que très brièvement les institutions financières, mais il dénonce sans équivoque, en s'appuyant sur un texte de M. Allais, leur prérogative de créer de la monnaie et affirme que des décisions politiques doivent être prises d'urgence pour «repren­dre en mains ces institutions et créer de nouveaux instruments de régulation et de contrôle» à commencer par «la suppression du secret bancaire et l'établissement d'un cadastre des fortunes».

Puis, sous le titre *Répartir autrement*, A. Hermant s'attaque «à ceux qui, en échappant aux lois et aux disciplines d'un marché sain, se sont assurés le pouvoir d'augmenter leurs revenus et leurs prix». Il

reste, écrit-il, «faute de mieux, à récuser ce pouvoir en commençant par le contrôler et le taxer... cette tâche relève de la politique car... ces individus ... contribuent... à l'inflation... Mais cette politique doit aller bien au-delà, elle doit s'en prendre à tous ceux qui ont réussi à se libérer... de l'emprise des lois du marché... car c'est là, précisément, que le mécanisme du marché s'est grippé.» Il faut Produire autrement, dit ensuite A. Hermant, car pour survivre nous avons besoin d'un humanisme et il conclut : «Élaborer un projet d'avenir ne peut plus se faire sans repenser les choix économiques et sociaux». Mais on peut s'étonner qu'il ne dise pas quel est le projet du groupe liégeois qui s'intitule pourtant pour l'économie distributive !!

1. adresse :

c/o L. Gosset,
rue C. Hansez 21,
4630 Micheroux,
Belgique

2. prix de ces ouvrages :

MUTER (211 feuilles)
100 F. Belges ou 200 F.F.
ALTERNATIVE (68 feuilles)
39 F. Belges ou 110 FF.
les deux, 100 F. Belges ou 200 FF.

Voici d'abord des extraits de l'intervention de Daniel Benaim à l'atelier OMC du sommet alternatif qui s'est tenu à Genève le 23 juin dernier :

Un "Contrat naturel" pour une autre OMC

Nous connaissons l'organisation et les procédures mises en place pour privatiser le vivant et les besoins de base depuis que nous avons eu accès aux textes de "Accord Multilatéral sur l'Investissement" (AMI).

Si les gouvernements signent de tels accords pour mettre la vie en vente, alors ils n'auront plus de raisons d'être, les sociétés privées prendront le relais. Cela veut dire que les gouvernements auront scié la branche sur laquelle ils sont assis.

Je ne pense pas que nous soyons "anti mondialisation" comme c'est écrit dans de nombreux journaux. Nous sommes "anti-inhumanité"... Pour assurer les besoins de base, et donc le droit de vivre, soit on s'accorde sur l'idée qu'ils ne sont pas des marchandises et donc on en assure la gratuité, soit on garantit à chacun les moyens de payer ces marchandises. Nous voulons mondialiser le Droit de vivre, pas le droit, ou plutôt le pouvoir d'acheter la vie. Nous ne sommes pas non plus contre le libre échange, mais il n'y aura de libre échange que le jour où chacun pourra choisir ce qu'il veut échanger. Le travail nous est imposé non pas parce que sans incitation il n'y aurait pas d'activité humaine, mais parce que les fruits de cette activité alimente le pouvoir, pour quelques entrepreneurs, d'acheter la vie, de transformer la civilisation en servilisation.

Exiger de nos gouvernements l'accès, d'une façon ou d'une autre, aux ressources de base, c'est exiger d'eux qu'ils mènent à bien le projet qui nous incite à rester en vie : la liberté d'échanger. Chacune de nos associations pourrait s'inscrire provisoirement et partiellement dans une revendication commune pour exiger l'accès pour tous à ces besoins que sont la santé, l'alimentation, le logement et l'éducation, sans lesquels on ne peut pas choisir ce que l'on veut échanger.

C'est sur le terrain du Droit que nous devons nous placer. Les lois qui permettent aujourd'hui aux entreprises de piller les ressources naturelles et humaines au nom d'un développement qui n'est souvent que destruction et soumission, doivent être modifiées. Nous revendiquons un **contrat naturel** formulant les lois qui garantiront l'accès aux moyens de base et une gestion cohérente des ressources. Nous avons déjà toutes les contre-expertises, documents et même les jugements de tribunaux populaires pour établir ce "contrat naturel". Il constituera le socle de notre organisation mondiale de **notre OMC**.

Et, en 2002, nous exigerons des candidats au gouvernement qu'ils consultent les citoyens pour savoir laquelle des deux OMC est la plus légitime.

Daniel Benaim projette de créer un groupe de travail dont l'objectif serait de définir les contours du concept de "servilisation" comme "processus de destruction de la société". Il propose de l'intituler :

civilisation / servilisation

Les nouvelles offres d'emplois, qui concernent les métiers de service (le tertiaire) ne correspondent-elles pas de moins en moins à la demande des travailleurs ? À l'origine, en économie, offre et demande exprimaient l'inverse de ce qu'elles signifient aujourd'hui : c'est l'entreprise qui a besoin d'embaucher des gens et les gens qui *offrent* leurs forces, compétences ou savoir faire. Le rejet des offres d'emploi de service pose un problème que l'on s'efforce de résoudre par des politiques d'incitation au travail. L'enjeu majeur de la refondation sociale, et plus particulièrement du Plan d'Aide de Retour à l'Emploi, n'est autre que transformer un collaborateur potentiel en ressource disponible en permanence, avec ou contre son gré.

Le groupe de travail essaiera de montrer comment sont organisées et justifiées les pratiques et politiques d'incitation au travail, de soumission, voire de servitude, des ressources humaines, ainsi que la marchandisation des ressources de base nécessaires à leur entretien.

Dans un premier temps, il s'agira d'analyser ce processus de destruction de la société. Dans un second temps, le groupe de travail devra travailler à rendre accessible au plus grand nombre la compréhension du concept.

Enfin, la diffusion du concept de servilisation, opposé à celui de civilisation, devra s'accompagner d'une redéfinition des enjeux, des valeurs, des fondamentaux porteurs de la civilisation. Nous avons aujourd'hui suffisamment de données, d'expériences, d'alternatives viables, de preuves et de légitimité, pour revendiquer et mettre en œuvre les politiques lucides et cohérentes qui permettent de développer la civilisation et de faire reculer les pratiques de servilisation.

Comme on le voit, les objectifs de ce travail sont multiples et les propositions faites ne sont pas exhaustives. Elles sont le fruit de réflexions qui ne demandent qu'à être discutées, tant sur la forme que sur le fond.

Daniel Benaim

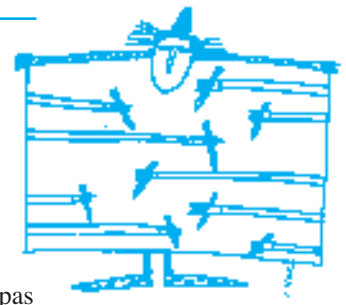


Le 30 novembre, l'Association ATTAC-Lozère a été créée à Mende.

Nos lecteurs de cette région sont fortement invités à y participer et Georges Pons est prêt à leur apporter les informations nécessaires par téléphone au 04 66 45 41 85 *

Adhésions à ATTAC:
9 bis rue de Valence
75005 Paris.

Changeons de vocabulaire !



« Dans l'édito du N°1002 de M-L D qui semble s'adresser aux nouveaux abonnés, une précision s'impose quant à la définition exacte des mots que nous employons en "économie", nous écrit Guy Oostenbroek, qui ajoute : « Si nous parlons économie distributive, si nous souhaitons voir s'instaurer ce modèle différent dans les rapports sociaux économiques, nous devons dès maintenant nous démarquer totalement de l'économie traditionnelle. Non seulement par nos thèses mais également par les termes que nous utilisons pour les expliciter. En ED nous n'investissons pas, nous ne finançons pas, et il est nécessaire que ceux qui veulent un changement en soient bien informés et parfaitement conscients. »

Pour nous aider dans notre choix de termes, notre ami a joint à sa lettre les définitions, extraites du dictionnaire, des mots capitalisme, charité, collectif, collectivisme, communisme, dirigisme, droit, équité, etc., jusqu'à solidarité. Il poursuit « Il faudrait une bonne fois définir la monnaie de consommation et surtout la "valeur" de celle-ci. Jusqu'à présent, aucune monnaie n'a de valeur puisqu'à leur origine, leur constituant n'avait pas de mesure...monétaire», reprenant ainsi les explications qu'il a développées sous le titre "Périmée cette monnaie-là !"¹. Il ajoute « à la fin de l'article ² sur la monnaie distributive il est question "d'investissements nécessaires". Si le verbe investir signifie "placer des capitaux afin de les faire fructifier", on ne peut investir en ED puisque la monnaie ne peut pas rapporter. Même dans notre actuelle économie ...il serait souhaitable de choisir un autre mot, approvisionner par exemple, quand il s'agit d'investir dans des choses non rentables, des crèches, etc.» Il conclut « La phraséologie de l'ED doit impérativement se singulariser. »

RÉPONSE. Toujours cette même difficulté dans le choix des mots ! Même en s'appuyant sur les définitions du dictionnaire, il y a risque d'égarer le lecteur si les termes employés ne lui sont pas habituels !

Est-ce que remplacer *investir* par *approvisionner*, pour parler du fait qu'en économie distributive on pourra réserver non plus de l'argent, mais des biens, des matières premières, des machines et du travail en vue des productions futures, permettra d'être mieux compris ? On va essayer.

Démocratie économique ? Quel autre mot pour dire que les questions relatives à la production et la distribution les richesses ne doivent plus être tranchées arbitrairement ou en vertu de règles imposées par ceux qui en profitent, mais au contraire faire l'objet de décisions prises en commun après un débat où tous les aspects pourront être pris en compte en examinant tous les points de vue ?

Que cette démocratie économique soit directe ou représentative, la question est à débattre, et elle dépend de l'échelle du problème concerné. Mais

quel autre mot employer pour dire que chacun doit *pouvoir participer* aux prises de décision ?

Il est certain qu'une vraie démocratie nécessite un long apprentissage...

Expliquer la monnaie de consommation n'est pas tant un problème de vocabulaire que la difficulté de faire passer une idée à laquelle le public n'est pas habitué, d'autant moins habitué que la notion de monnaie est entourée, dans notre subconscient collectif, d'un mythe qui remonte au fond des âges³.

Disons simplement que la monnaie de consommation n'est qu'un pouvoir d'achat. C'est un symbole, qui permet, quel que soit le nom donné à son unité, de mesurer des quantités d'un bien ou d'un service qui passe de sa production à sa consommation. De même que la monnaie actuelle, cette monnaie n'a donc aucune valeur intrinsèque. Mais contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, avec une telle monnaie on ne pourra plus dire que « l'argent va à l'argent ». Ce sont les biens et les services qui ont une valeur. En système capitaliste, la valeur d'un bien mis en vente, qu'on appelle son prix, est fixé de façon tout à fait arbitraire mais les économistes classiques prétendent le contraire en s'épuisant à les expliquer par de savantes théories élaborées sur des hypothèses... fausses, et à l'aide de soi disant "lois du marché" ! En ED, le prix (nombre d'unités de monnaie nécessaire pour acquérir un bien) est fixé au cours du débat sur les contrats engagés, donc au moment où la production de ce bien est décidée : il s'agit d'un prix qu'on peut qualifier de "politique" parce que débattu en prenant en compte tous les aspects de cette production et pas seulement sa rentabilité.

Les contrats de productions (ensemble de contrats civiques) des diverses entreprises d'une région permettent de savoir quelles quantités de marchandises seront offertes à la vente, par exemple au cours d'avril 2001, à quels prix, et quels moyens cette production aura nécessités. Ces moyens, produits au préalable, seront fournis aux entreprises sans que leurs prix donnent lieu à création monétaire distribuée (les productions d'investissement et d'exportation entrent dans d'autres comptabilités, séparées de celle du pouvoir d'achat). Par contre, le prix total des biens qui seront offerts en avril 2001 à la population de la région donnera lieu à la création monétaire distribuée sous forme de revenus individuels pour ce mois à l'ensemble des habitants de la région. Cette souplesse d'adaptation du pouvoir d'achat aux productions mises en chantier puis en vente fait de l'ED un processus dynamique, capable de s'autocorriger en permanence grâce à sa monnaie qui permet de gérer les transferts de biens et de services en excluant la capitalisation et la spéculation financière. Il reste que cette monnaie doit être créée, distribuée puis annulée au moment de la vente, toutes opérations *monétaires* qu'on aurait tort, comme le fait remarquer Guy Oostenbroek, de qualifier de *financières* si cela peut prêter à confusion. M-L D.

1. dans la tribune libre de GR-ED N° 980, août-septembre 1998.
2. "les dés sont pipés", GR-ED N°1002 août-septembre 2000.
3. voir ci-dessus, à ce sujet, de l'article de J-C Pichot p.6.

Des propositions et des veaux

A propos de l'éditorial Les dés sont pipés¹, je veux aller dans son sens, mais plus loin. À l'origine un malaise, diffus et indéfinissable, quotidien devant les valeurs de compétition, d'élitisme diffusées par notre société. On y réagit par deux types de comportement, soit je modifie le milieu selon le principe que l'individu est le produit de son milieu, soit je fais un retour sur moi-même et j'élimine de l'intérieur ces comportements nuisibles en ne faisant pas que les critiquer (du bla-bla !). Il est évidemment plus aisé de choisir la première voie sans la seconde.

Or il me semble qu'un travail sur la société qui ne s'accompagne pas d'une libération personnelle des différents préjugés et comportements nuisibles peut amener à des résultats indésirables. Un travail de réflexion un peu plus poussé que la simple demande de propositions, slogans ou programmes, serait le bienvenu. L'attitude des abonnés à la GR-ED demandant des "propositions" me paraît proche de veaux trop habitués au paternalisme...

Cette situation est révélatrice d'un décalage. Demander des slogans, c'est attendre et se satisfaire d'une simplification, d'une perte de sens... par lassitude, négligence, manque de temps... ou de concentration, c'est abdiquer là sa propre autonomie intellectuelle, tout en risquant de se soumettre à un nouveau maître qui agirait pour (ou contre) nous, derrière des mots et discours réducteurs mais ô combien rassurants ! Or les slogans sont à double tranchant (rappelons nous de "Arbeit macht frei !"). Ce que l'on risque ? — La pensée unique, exactement ce contre quoi nous nous battons.

La diversité, le contradictoire, l'incertitude, le diffus... voilà la vraie vie !

Il est pourtant simple de ne pas tomber dans le piège. Nous avons, nous Français, une vieille habitude de la synthèse, du résumé. À toujours vouloir réduire au minimum, simplifier à outrance, on finit par perdre le sens. Or, il y a une satisfaction intense face à la formule irréductible mais porteuse d'un sens totalitaire (qui expliquerait tout par sa seule force intrinsèque, puisque de façon magique) face à l'impression d'être parvenu à l'essence des choses par la déduction intellectuelle. Essence à laquelle on se soumet, reddition sans conditions, sans réflexion et sans critique ! Il y a malheureusement derrière cela un schéma imbriqué dans les êtres, un schéma occidental-judéo-chrétien de la domination, l'acceptation de la domination. Une habitude hiérarchisée et pyramidale de vouloir le sens, la complexité des choses, d'un unique noyau transcendantal, universel et irréductible (tel un dogme, une bible selon une lecture intégriste, un slogan, un père, un führer !) noyau originel qui nous baignerait de sa lumière bienfaisante... On fait confiance à ce dieu et on lui délègue ce qui nous reste de souveraineté intime. Or ce sont ces comportements qui après avoir nourri les églises, nourrissent aujourd'hui les

fascismes et néolibéralismes et leur permettent de prodiguer leurs nuisances. Le marché est tout, l'individu, rien. Le marché est devenu le nouveau dieu, transcendant les hommes et agissant pour eux, décidant de leur avenir... Les veaux qui demandent des propositions ne font que perpétuer ce système.

Il est tellement plus rassurant de retrouver la sécurité... de l'ancien cocon familial, en toute irresponsabilité sous la protection d'un père... et d'une mère nourricière ! Ces gens se veulent assistés, ils se veulent esclaves et c'est ce qui fonde toutes les situations d'exploitation et d'inégalité. (Est-ce dû à l'incapacité d'imaginer autre chose ou, comme le dit Benjamin Constant "nous avons perdu en imagination ce que nous avons gagné en connaissance" ?) S'ils veulent modifier le système, alors qu'ils changent aussi leur façon d'être !

La situation, critiquable en elle-même, révèle aussi un certain mode de relation au système, une relation de dépendance, entre un **moi** qui ressent le vide de sens de son existence, et un maître, un **autre** (le journal GR-ED, par exemple) sensé apporter la réponse à la place de l'individu. Mais le plus grave se cache derrière la formulation même de la demande : «Quels sont vos buts, vos objectifs?» qui dissimule en fait les questions : «Quelles garanties apportez-vous ? Êtes-vous fiables ? Quelles sont vos références ?» et révèle une culture de l'efficacité et du rendement, à la base de notre système dominant actuel. Ne leur donnons pas satisfaction, laissons-les se forger une opinion comme des grands !

Car il y a une autre voie que le paternalisme et la soumission aux dogmes et à l'autorité. Cette voie c'est se construire du sens comme on se fait un plat, d'après les divers ingrédients de l'existence (l'opportunité quotidienne, imprévisible), c'est composer avec l'inattendu en puisant dans la globalité complexe de la vie et la diversité environnante pour intégrer l'unité d'une démarche, et non l'inverse. Ceci est une pratique, et non un dogme. Ainsi le journal, ce n'est ni un programme, ni un tract. À chacun donc de se construire son opinion, son sens, à travers la lecture de différents articles de GR-ED mais aussi d'autres moyens d'information, expériences individuelles ou collectives, magiques ou scientifiques... Je m'é gare.

Le cloisonnement, la simplification, la spécialisation, voilà les vraies plaies de notre époque. L'ouverture d'esprit devrait nous interdire des idées telles que "ce n'est pas mon boulot", "ça ne me concerne pas"... La GR-ED sera-t-il le nouvel "establishment" ou un espace continu de liberté collective ? Message adressé aussi bien aux abonnés qu'à l'équipe du journal.

Tâm Nguyen Minh.

RÉPONSE DE LA RÉDACTION. En fait d'être le nouvel "establishment", la GR-ED vise à la plus grande autonomie des citoyens en leur donnant la parole !

1. de GR-ED N°1002.

Votre éditorial d'octobre 2000 pose de bonnes questions, mais ne propose aucune solution pour le monde au sein duquel nous vivons. Vous préférez vivre dans un monde virtuel cohérent, c'est votre droit. Mais, lors de chaque élection, nous devons nous prononcer pour ou contre des solutions proposées par des candidats réels, et vos vues ne nous aident guère. Le monde n'a pas les ressources nécessaires pour loger, vêtir et nourrir tous ses enfants, et ceux ayant le plus n'ont pas la moindre intention de partager avec ceux ayant le moins. La situation en Palestine en est un excellent exemple, la terre et l'eau aux Israéliens, le reste aux Palestiniens. Pourriez-vous descendre sur terre ?

J.H., Gaillard.

RÉPONSE. C'est au contraire parce que nous avons les pieds sur terre que nous avons compris qu'il est nécessaire de chercher comment prévenir parce qu'essayer de guérir dans le système est voué à l'échec : il n'y a pas de tisane pour remplacer une jambe perdue. Et pour prévenir ce que nous dénonçons, vous comme nous, c'est toute l'idéologie qui mène notre monde (y compris les candidats "réels" à des élections), qu'il faut remettre en question.

Oui, le monde dans lequel nous vivons a encore les ressources nécessaires pour loger, vêtir et nourrir tous ses enfants. Mais les règles économiques qui lui sont imposées par la dictature de la finance le conduisent non seulement à gâcher ses ressources, à produire de l'inutile au profit des plus riches et à sacrifier un nombre croissant de laissés pour compte, mais aussi à compromettre sa survie au nom d'une croissance aussi absurde que perverse. Voilà pourquoi notre combat se place au niveau des règles de distribution des richesses plutôt qu'à la recherche, perdue d'avance, de palliatifs pour tenter de les redistribuer.

Mais ce combat passe par une véritable démocratie économique qui reste à inventer et qui demande une sérieuse prise de conscience citoyenne.

Cela fait pas mal de temps que je ressentais le besoin de vous communiquer ma perception de votre activité menée dans le cadre de la revue "Grande Relève".

Permettez-moi une présentation brève : je suis enseignant dans un quartier populaire de Saint-Dié depuis 15 ans (j'assume le terme "populaire" tant l'expression galvaudée "défavorisée" m'horripile, toute connotée de misérabilisme, de compassion et donc de condescendance qu'elle est !) je participe à l'animation du collectif local AC! Agir ensemble contre le chômage, qui a en outre pris en charge le soutien aux sans-papiers, à Saint-Dié et dans les Vosges. Et, à un degré moindre, par manque de temps surtout, je participe au comité ATTAC Vosges. Par ailleurs, j'ai quitté le syndicat SGEN-

CFDT face à la collaboration affichée par la direction confédérale avec le patronat, dans le cadre de la renégociation UNEDIC, dite refondation sociale par le MEDEF-DT et j'essaie de re (?)construire un syndicalisme alternatif avec Sud-Education qui a le mérite, à mes yeux, de poser clairement la problématique de l'enseignement-éducation dans les quartiers populaires.

Bref, tout ceci pour vous exprimer combien j'apprécie le contenu de la revue : véritable outil de débat, tant théorique que pratique. Des exemples : n° 1002, texte théorique de Alan Watts que j'ai dupliqué et diffusé dans ma proximité ; par ailleurs, tableaux statistiques sur le chômage et la précarité avec un commentaire de Larroutourou : j'ai dupliqué ces tableaux ainsi que le commentaire en A3 et j'ai affiché ça sur les panneaux électoraux mis en place le référendum-bide. D'où un questionnement du type : "La Grande Relève" qu'est-ce ?

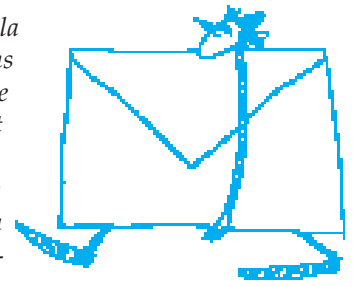
Ce qui est appréciable, décisivement appréciable, c'est le travail de synthèse de bon nombre de données économiques, sociales... et même sociétales. La synthèse que vous faites également, en équipe, des ouvrages - comme celui de Eva Joly - et essais thématiques comme celui des utopies traité par le magazine littéraire : par ce travail vous rendez aux lecteurs un service inestimable, tant nous manquons trop souvent de disponibilité en temps et en intelligence.

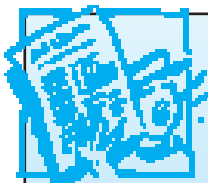
Pour toutes ces raisons et bien d'autres, je tiens à apporter une modeste contribution, sous la forme d'un chèque ci-joint, pour que la Grande Relève poursuive son œuvre de démystification de tous les "brouillages" en présence et de participation au débat pour la construction d'une alternative : pour que, oui, l'économie soit au service de l'homme.

J'ai particulièrement apprécié l'appel public sous le titre de "Guérilla verte". Outre que notre école maternelle se reconnaît bien dans cette pratique de jardinage, nous avons aménagé, avec des parents, un jardin potager... et bouquetier, ce type d'information permet l'établissement de relations que je qualifie, volontiers, d'"horizontales"...ce qui sous-entend en dehors de tout centre... eh oui, pour le "centralisme démocratique", on a déjà donné...

Ch.I., Saint-Dié

RÉPONSE. S'il nous arrivait de rêver passer nos loisirs à lire des romans, visiter des musées ou, comme Candide, à "cultiver notre jardin" une lettre comme celle-ci nous regonflerait à bloc...! Merci donc d'apprécier nos efforts d'information. Mais nous avons le culot d'aller plus loin, d'avoir des propositions qualifiées d'utopistes par certains. Par exemple, cette idée saugrenue d'une monnaie de consommation, une monnaie qui n'est pas anonyme et qui ne peut pas rapporter d'intérêt, une monnaie - pouvoir d'achat répartie non pas contre un emploi ou en échange de marchandises, mais pour faire vivre les gens le mieux possible. L'adoptez-vous ?





SUGGESTIONS DE LECTURES :

• KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (110 F, franco.)

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

• quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple :

N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?

N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?

N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,

N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

A bonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible", un gros potentiel de clients.

Ensemble, tirons-en parti :

• demandez à des distributeurs de presse de mettre *La GR-ED* bien en évidence (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela).

• Envoyez-nous les adresses de ceux qui acceptent et de ceux qui refusent

• ET NOUS RECOMMANDERONS À TOUS NOS LECTEURS D'APPORTER LEUR CLIENTÈLE AUX PREMIERS, DE BOUDER LES SECONDS.

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
	(dix exemplaires) 350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E
	<i>par avion, nous consulter</i>		

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N°13 402 39 M Paris
ou par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liégeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.

La Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS Diffusion : NMPP

Commission paritaire N° 57434 ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

